



Syndicom s'oppose à la fermeture des offices postaux

Bienne Sympathisants et personnalités politiques se sont donné rendez-vous, samedi, devant deux offices de Poste emblématiques, celui de Madretsch et celui du Marché-Neuf, pour exprimer leur inquiétude.

Céline Latscha

Poste de Madretsch, samedi 16 novembre: Il n'est pas encore 10h et il y a déjà un petit attroupement autour de la tribune qu'ont monté les membres de Syndicom pour protester contre la fermeture de quelque 25 offices postaux dans le **canton de Berne** d'ici 2029. Une mesure qui interpelle et inquiète tout particulièrement le syndicat actif dans les domaines de la communication, des technologies de l'information des médias et des indépendants.

Alors que tout le monde piétine sur place pour tenter de se réchauffer en cette froide matinée, Fabio Wihler, responsable de la région **Berne** de Syndicom et membre du comité de l'Union syndicale du **canton de Berne**, prend la parole en suisse allemand pour dénoncer ce qu'il qualifie de «démantèlement du service public».

«Cette réduction drastique des services postaux obligerait les habitants des zones rurales et des quartiers à parcourir de plus longues distances pour accéder à des services essentiels, et c'est tout bonnement inacceptable. Car La Poste doit rester accessible à tous, indépendamment de l'endroit où l'on vit», a-t-il ainsi déclaré. Cédant ensuite la parole à Jean-François Donzé, secrétaire régional de Syndicom

pour l'Arc jurassien, ce dernier s'est quant à lui exprimé en français, sans craindre d'affirmer que «le géant jaune devient un nain jaune». Il a poursuivi en critiquant la stratégie discutée de La Poste, qui consiste à transférer ses services vers des commerces locaux tels que des épiceries, des boulangeries ou des pharmacies, estimant que cela compromet la qualité et la confidentialité des services offerts.

«Recevoir un commandement de payer dans une échoppe où tout le monde peut entendre votre conversation n'est pas seulement gênant, c'est purement et simplement inacceptable», a-t-il notamment relevé.

Des employés sous pression constante

Les deux représentants de Syndicom ont en outre exprimé leur inquiétude concernant les conditions de travail des employés de La Poste, soumis à une pression croissante et contraints de signer des clauses de confidentialité les empêchant de partager leurs préoccupations avec leurs proches. Bien que La Poste ait assuré qu'il n'y aurait pas de licenciements dans le cadre de cette restructuration, Syndicom s'interroge sur les conséquences pour les employés transférés vers des partenaires commerciaux, souvent non soumis à

la convention collective de travail et percevant des salaires nettement inférieurs. Interpellé à ce sujet, Karim Said, **membre du Grand Conseil**, n'a pas hésité à monter à la tribune, soulignant à quel point La Poste est un espace de rencontre, un lieu de vie. «Certes, il faut tenir compte du manque de rentabilité et la possibilité d'intégrer la digitalisation dans ce service public, mais cela ne remplacera jamais le contact humain et l'échange entre deux personnes à un guichet.»

Suite à ces trois interventions, les manifestants, arborant banderoles et drapeaux aux couleurs de Syndicom, se sont mis en marche pour se rendre, tous ensemble, à la Poste du Marché-Neuf, exprimant par leur marche silencieuse leur opposition à la décision de La Poste de fermer 170 offices dans toute la Suisse d'ici 2029. Une mesure qui touche particulièrement le **canton de Berne**, mais également ses voisins directs, le Jura et Neuchâtel.

Cette décision s'inscrit dans un plan plus large annoncé en mai 2024, réduisant ainsi le nombre d'offices exploités en propre à 600, tout en maintenant 2000 points de service. La manifestation s'est déroulée dans le calme et le respect, malgré la présence de représentants de La Poste observant la scène avec désapprobation. Une

lettre ouverte a circulé parmi les participants, recueillant des signatures en signe de solidarité et de protestation contre ces fermetures jugées intempestives. Syndicom appelle la population et les acteurs politiques à se mobiliser pour préserver un service public de qualité et à s'opposer activement aux plans de démantèlement de La Poste. Une action de protestation qui reflète parfaitement la préoccupation croissante de la population face à la réduction continue des services postaux en Suisse, une tendance qui suscite des débats sur l'avenir du service public et la cohésion nationale. Autant d'éléments qu'ont relevé tour à tour Glenda Gonzalez Bassi, conseillère municipale biennoise en charge de la Formation, de la culture et du sport, ainsi qu'Anna Tanner, qui siège au **Grand Conseil** et a à cœur, de par sa verve socialiste, de défendre la justice sociale. Elle qui milite notamment pour

Recevoir un commandement de payer dans une échoppe où tout le monde peut entendre votre conversation n'est pas seulement gênant, c'est purement et simplement inacceptable.

Jean-François Donzé
Secrétaire régional de Syndicom

des conditions de vie dignes,
une répartition équitable des

tâches d'assistance et de soins, ainsi que pour des logements abordables pour tous, se devait de réagir à un tel démantèlement, qui affectera principalement les personnes les plus isolées, des familles sans voiture aux personnes âgées.

Autrefois symbole de proximité et de service universel, La Poste semble désormais susciter la grogne à chaque annonce, notamment en raison de sa politique ultralibérale. L'action menée samedi à Bienne ne devrait pas rester lettre morte, et Syndicom s'est engagé à poursuivre cette lutte, en invitant toutes et tous à se mobiliser pour éviter ce démantèlement du service public.



Quelques banderoles, des slogans percutants, Syndicom a exprimé sa colère tout en cédant sa tribune aux personnalités politiques présentes.

Dario Brönimann